

 Trouville-sur-Mer Le Pays d'Auge du 6 juin 2025 561 mots

Une classe en moins: la mobilisation s'organise contre une fermeture qui inquiète parents et enseignants

Une classe doit être supprimée à la rentrée à l'école Coty – Delamarre. Pour les parents, cette décision fragilise l'école publique et pénalise tous les élèves. Clélia Coret prend la parole, soutenue par la maire, Sylvie de Gaetano.

La décision est tombée fin mars. Une classe de l'école Coty, Delamarre va être supprimée à la rentrée prochaine, sans que l'on sache encore exactement quel niveau sera concerné. **« C'est un coup de massue de plus pour cette école déjà fragilisée, confie Clélia Coret. L'an dernier, un CP avait déjà été fermé. »**

La représentante élue des parents d'élèves alerte sur les conséquences concrètes: hausse des effectifs, classes à double ou triple niveaux, surcharge pour les enseignants. **« Des enfants en difficulté vont se retrouver noyés. Et le travail différencié, qui demande de l'attention et de la disponibilité, va devenir impossible. »**

Une école publique à défendre

Clélia Coret est mère d'un petit garçon en CE1. Engagée auprès des autres familles, elle sent grandir l'inquiétude. **« Il y a un vrai élan collectif, dit-elle. Nous avons lancé une pétition qui a déjà réuni plus de 400 signatures, ce qui est énorme pour une école comme la nôtre. »**

La mobilisation est soutenue par les mairies de [Trouville-sur-Mer](#) et de [Villerville](#), dont les enfants sont accueillis dans les classes de Coty-Delamarre. Une campagne d'affichage a été lancée pour inciter les familles à inscrire leurs enfants dans le public.

« Il y a une idée tenace que l'école privée offrirait de meilleures conditions d'apprentissage. Mais c'est faux. Chez nous, les effectifs sont plus raisonnables, les enseignants très impliqués, et les projets pédagogiques nombreux. »

Pour Clélia Coret, cette fermeture de classe est symptomatique d'une politique d'austérité qui touche l'éducation publique, au même titre que la santé ou la recherche. **« Sacrifier une classe, c'est sacrifier des enfants. Et ça, on ne peut pas l'accepter. »**

Une voix locale pour un combat national

Au-delà du cas local, Clélia Coret voit dans ce combat un écho national. « **Partout en France, des parents se battent pour empêcher des fermetures. Et parfois, ça marche. Alors nous, nous gardons espoir.** »

Une demande de rendez-vous a été envoyée à l'Inspection académique à Caen. Les parents envisagent de se déplacer pour faire entendre leur voix. « **Nous savons que tout peut se jouer à trois ou quatre élèves d'écart. Nous demandons juste qu'on nous écoute.** »

Le message est clair: soutenir l'école publique, défendre une éducation accessible et équitable, refuser que les arbitrages budgétaires se fassent sur le dos des enfants: « **Notre mobilisation est déterminante. Elle est portée par des familles, par une équipe pédagogique formidable, et par une envie commune de faire vivre une école juste.** »

La Mairie mobilisée également

La Mairie confirme qu'il suffirait de quelques inscriptions supplémentaires pour éviter cette fermeture et ses conséquences: « Trouville-sur-Mer place le bien-être de l'enfant au cœur de sa politique, comme en témoignent les infrastructures sans cesse améliorées et les nombreuses activités para et extrascolaires proposées gratuitement ou à des tarifs modérés », rappelle Sylvie de Gaetano, maire. « **Ensemble, battons-nous pour que subsiste une école publique de qualité dans notre commune** ».

Des affiches appelant à la mobilisation apparaissent actuellement à l'entrée des écoles et sur le réseau d'affichage de la ville.

Sophie QUESNEL

